

**ARRÊTÉ DE SONORISATION  
N° 98 – 2022 / Santé Publique**

**LE MAIRE DE LA VILLE**

Envoyé en préfecture le 27/07/2022

Reçu en préfecture le 27/07/2022

Affiché le 27/07/2022

ID : 017-211703004-20220727-ARR270722\_98-AR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1311-1, L.1311-2, L.1312-1, L.1421-4, R. 1336-4 à R.1336-11 et R.1337-6 à R.1337-10-2,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.571-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°07-1679 du 22 mai 2007 relatif à la lutte contre le bruit, notamment les articles 2 et 3,

Vu l'arrêté municipal du 15 octobre 2008, modifié par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2018, relatif aux bruits de voisinage sur la commune de La Rochelle,

CONSIDERANT la demande du Centre Social de Villeneuve-les-Salines du 22 avril 2022 pour l'utilisation d'une sonorisation dans le cadre d'évènements festifs et familiaux dans le quartier pendant l'été les 28 juillet, 4 et 18 août 2022,

CONSIDERANT qu'il convient, à cet effet, de déroger à l'arrêté préfectoral n°07-1679 du 22 mai 2007 susvisé relatif à la lutte contre le bruit,

**- ARRETE -**

- Article 1<sup>er</sup> - Le Centre Social de Villeneuve-les-Salines est autorisé à sonoriser de 10 heures à minuit la Plaine de la Saint-Jean le jeudi 28 juillet, l'espace situé côté lac derrière le centre social le jeudi 4 août et le groupe scolaire Condorcet le jeudi 18 août 2022, à l'occasion d'évènements festifs et familiaux dans le quartier de Villeneuve-les-Salines à la Rochelle.
- Article 2 - Cette autorisation est octroyée par dérogation à l'arrêté préfectoral n°07-1679 du 22 mai 2007 relatif à la lutte contre le bruit.
- Article 3 - En cas de plaintes de riverains et de nuisances au voisinage, la présente autorisation de sonorisation pourra être retirée.
- Article 4 - La Directrice générale des services de la Ville est chargée de l'exécution de la présente décision.

La Rochelle,

POUR LE MAIRE et par délégation,  
la Conseillère municipale déléguée

Delphine CHARIER



**NB : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication par affichage ou notification.

Il peut faire également l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.